

Les contrôles et vérifications d'identité

Section 1- CONTROLE D'IDENTITE

Dans l'opinion publique, les contrôles d'identité sont un sujet sensible. Certains y voient un risque de contrôle au « faciès », d'autres une chance de lutter contre l'immigration clandestine. Cette sensibilité se traduit également dans le débat politique et parlementaire : jusqu'en 1993, chaque majorité a adopté une loi nouvelle relative aux contrôles d'identité. En droit, une distinction s'impose entre le contrôle direct du titre « sous le couvert duquel un étranger est autorisé à circuler ou à séjourner en France » et les contrôles d'identité au sens direct.

Article 78-8 CPP « les policiers peuvent inviter une personne à justifier de son identité par tous moyens. »

Dans quelles circonstances peut-on faire un contrôle d'identité ?

§1. Le contrôle direct du titre autorisant un étranger à circuler ou à séjourner en France

1) Les conditions du contrôle

Nécessité de dégager des critères d'extranéité.

Dans le contrôle direct du titre de l'étranger, l'agent de police requiert directement de ce dernier la **présentation du titre qui l'autorise à circuler** ; présumant la nationalité étrangère d'une personne l'agent de police va procéder à cet examen. Le risque de ce contrôle sinon arbitraire, du moins discriminatoire, est alors évident. Il ne suffit donc pas que l'agent de police procède au contrôle parce qu'il a des raisons de penser qu'une personne est de nationalité étrangère. Il ne peut procéder à ce contrôle que s'il a de justes raisons de penser que la personne est étrangère car c'est au droit qu'il revient, dans une société démocratique, de définir les signes d'extranéité admissibles. Ce la ressort de sa fonction de protection de la liberté individuelle.

L'article 8 alinéa 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France prévoit « qu'en dehors de tout contrôle d'identité, les personnes de nationalité étrangère doivent être en mesure de présenter les pièces ou documents sous le couvert desquels elles sont autorisées à circuler ou séjourner en France à toute réquisition des officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, des agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints ». « les personnes de nationalité étrangères » : l'expression ne définit pas les individus qui peuvent être réputés de nationalité étrangère. Pourtant, ces dispositions de l'article 8 alinéa 2 de l'ordonnance de 1945, introduites par la loi du 24 août 1993, ont marqué un progrès par rapport au droit antérieurement en vigueur. En effet, de 1946 à 1993, ces contrôles directs des titres de séjour n'étaient fondés que sur des dispositions réglementaires en date du 18 mars et du 30 juin 1946, au mépris du principe de légalité de toute atteinte à la liberté individuelle.

Avant la loi du 24 août 1993 et selon la chambre criminelle : des « éléments objectifs déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé ».

Cependant, sous l'empire de ces dispositions réglementaires, la chambre criminelle de la cour de cassation, dans ses arrêts BOGDAN et VUCKOVIC du 25 avril 1985, était venue préciser que ces contrôles n'étaient possibles que sur la base d'« éléments objectifs déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé (...) de nature à faire apparaître sa qualité d'étranger ».

Ces signes extérieurs d'extranéité peuvent être la conduite d'un véhicule immatriculé à l'étranger, l'entrée ou la sortie d'une ambassade ou le fait d'être déjà connu des services de police comme étant de nationalité étrangère. En revanche, ne sont pas des signes extérieurs d'extranéité la couleur de la peau ou encore la tenue vestimentaire.

Avec la loi du 24 août 1993 et selon le conseil constitutionnel : des « critères exclusivement objectifs ».

Cette interprétation de l'application des dispositions réglementaires de 1946 devait-elle faire l'objet de transposition législative ? la logique juridique l'imposait. La majorité parlementaire ayant refusé de légaliser cette jurisprudence, l'opposition a saisi le Conseil constitutionnel pour faire censurer le projet d'article 8 alinéa 2. Dans sa décision du 13 août 1993, le conseil constitutionnel a soumis à une réserve d'interprétation la conformité à la constitution de cette disposition : « la mise en œuvre des vérifications ainsi confiées à des autorités de police judiciaire doit s'opérer en se fondant exclusivement sur des critères objectifs et en excluant, dans le strict respect des principes et des règles de valeur constitutionnelle, toute discrimination de quelque nature qu'elle soit contre les personnes.

Prévalence de la réserve d'interprétation du conseil constitutionnel sur la jurisprudence de la chambre criminelle.

Il existe des nuances entre la définition des signes d'extranéité posée en 1985 par la chambre criminelle de la cour de cassation et celle retenue en 1993 par le conseil constitutionnel. La certitude est que la définition du droit positif est celle qui a été donnée par le conseil constitutionnel. En effet, aux termes de l'article 62 de la constitution, ses décisions ont autorité absolue de chose jugée : « elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles ». par ailleurs, dans sa décision du 16 janvier 1962, le conseil a estimé que « l'autorité des décisions visées par cette disposition s'attache non seulement à leur dispositif mais aussi aux motifs qui en sont le soutien nécessaire et en constituent le fondement même ». les décisions du conseil constitutionnel ont ainsi acquis autorité absolue de chose interprétée.

Enjeu de ces nuances

Y a-t-il une différence entre les « éléments objectifs déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé » (chambre criminelle) et les « critères [exclusivement] objectifs excluant (...) toute discrimination » (conseil constitutionnel) ? En d'autres termes, les « critères [exclusivement] objectifs excluant (...) toute discrimination » peuvent-ils ne pas être « déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé » ? Dans l'esprit du conseil constitutionnel, ce raisonnement ne semble pas envisageable. Sans doute son magistère l'a-t-il seulement conduit à ne pas trop emprunter à une formule tirée d'un arrêt de la cour de cassation... ou alors, la lecture qu'il a faite de cette formule lui a-t-elle fait penser qu'elle était redondante ? mais dans l'esprit de tout autre juriste, la nuance de rédaction de ces deux définitions peut revêtir une certaine importance. Ainsi, sur la question de l'usage d'une langue étrangère comme signe d'extranéité, selon que l'on retient la définition de la cour de cassation ou celle du conseil constitutionnel, la réponse donnée peut être radicalement différente. Parler une langue étrangère est en effet objectif mais non extérieur à la personne.

Issue du contrôle

Quoi qu'il en soit des modalités de ce contrôle direct des titres de séjour d'un étranger, la personne contrôlée est placée devant l'alternative suivante :

- soit elle justifie d'un titre l'autorisant à circuler ou à séjourner en France et elle poursuit son chemin ;

- soit elle est en situation irrégulière et, arrêtée dans le cadre d'une infraction flagrante (le délit d'entrée ou de séjour irrégulier sur le territoire national prévu à l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945), elle pourra faire l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière)

2) La sanction de l'irrégularité du contrôle

Irrégularité du contrôle, reconduite à la frontière et poursuite pénale

La délit d'entrée et de séjour irrégulier d'un étranger en France est révélé par le contrôle du titre de séjour. Ce contrôle peut être entaché d'irrégularité. La question est alors de savoir si l'étranger peut se prévaloir de l'irrégularité du contrôle pour échapper aux poursuites pénales entreprises à son encontre. Cette question emporte non pas une seule mais plusieurs réponses. En effet, plusieurs juges peuvent être compétents pour statuer sur la situation d'un étranger séjournant irrégulièrement sur le territoire national.

Relaxe du juge pénal sur les poursuites pour entrée ou séjour irrégulier en France.

Le juge pénal peut évidemment en connaître. L'article 111-5 du code pénal lui donnant le pouvoir d'apprécier la légalité de tout acte administratif individuel dont dépend la solution du litige, il relaxera l'étranger des poursuites engagées contre lui si ledit contrôle a été irrégulier.

Non annulation de l'arrêté de reconduite à la frontière par le juge administratif

En revanche, le juge administratif, saisi de la demande d'annulation de l'arrêté qui aura été pris contre l'étranger, refusera d'apprécier la légalité du contrôle. Dans un arrêt de principe du 23 février 1990, le CE a en effet jugé « que le moyen tiré de la prétendue illégalité du contrôle d'identité puis de la rétention administrative dont le requérant est l'objet est inopérant à l'encontre de l'acte litigieux ». Pour le Conseil d'Etat, le vice de procédure pénale qui affecte le contrôle d'identité est un élément étranger à la procédure administrative de reconduite à la frontière.

Libération par le juge des libertés et de la détention

Devant l'injustice de voir un étranger reconduit à la frontière suite à un contrôle irrégulier, le juge judiciaire de l'étranger placé en rétention (aujourd'hui le juge des libertés et de la détention) s'est arrogé un pouvoir que la loi ne lui conférait pas. En effet, l'article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France prévoit que lorsqu'un délai de 48 heures s'est écoulé depuis la décision du préfet de maintenir l'étranger en rétention administrative pendant le temps nécessaire à son départ, le juge des libertés et de la détention doit statuer sur l'une des deux mesures suivantes : prolonger le maintien en rétention ou, à titre exceptionnel, quand l'étranger dispose de garanties de représentation effectives, l'assigner à résidence.

Dans deux arrêts du 28 juin 1995, la deuxième chambre civile de la cour de cassation a estimé « qu'en vertu des articles 66 de la Constitution et 136 du CPP, il appartient au juge, saisi par le préfet en application de l'article 35 bis de se prononcer, comme gardien de la liberté individuelle, et sans que sa décision préjuge de la validité de l'arrêté de reconduite à la frontière, sur l'irrégularité, invoquée par l'étranger, de l'interpellation ».

Dans ces conditions, le juge des libertés et de la détention peut refuser la prolongation de la rétention et ordonner la libération de l'étranger.

§2. les contrôles d'identité au sens strict

Contrôles opérés par un officier de police judiciaire ou sous sa direction

Les contrôles d'identité au sens strict sont opérés par les officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et la responsabilité de ceux-ci, par les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints. Bien sur, l'illégalité d'un contrôle d'identité par les agents dans l'exercice de leurs fonctions, à la supposer établie, est sans incidence sur la régularité de la procédure dirigée contre la personne contrôlée pour rébellion ou outrage, par exemple.

1) Les cas de contrôle d'identité

a) *les contrôles de police générale*

Contrôle de police judiciaire

Le contrôle d'identité de police judiciaire est prévu par l'alinéa premier de l'article 78-2, aux termes duquel un officier de police judiciaire peut contrôler l'identité de toute personne à l'égard de laquelle existent une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner :

- « qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction », ce qui vise notamment l'individu surpris en flagrance »
- « qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit », et la nuance entre « tenter » de commettre une infraction et la « préparer » est mince
- « Qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête, ce qui concerne les personnes visées aux articles 62 et 77 du CPP
- « qu'elle fait l'objet de recherches ordonnées par l'autorité judiciaire », telle la personne faisant l'objet d'un avis de recherche ou d'un mandat.

Contrôle de police administrative

Il a une histoire législative et jurisprudentielle mouvementée. Il a été introduit par la loi du 2 février 1981 dite « loi sécurité et liberté ». L'officier de police judiciaire pouvait alors contrôler l'identité de toute personne pour « prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes et des biens ».

Il a semblé que cette définition était trop large. La loi du 10 juin 1983 a donc ajouté que ces contrôles ne pouvaient avoir lieu que « dans des lieux déterminés, là où la sécurité des personnes et des biens est immédiatement menacée ». Cette caractérisation rendait le contrôle plus difficile : l'officier de police judiciaire devait préciser, pour chaque contrôle, en quoi, au jour, à l'heure et au lieu du contrôle, « la sécurité des personnes et des biens [étaient] immédiatement menacée ». Les conditions posées pour ce contrôle d'identité se rapprochaient de celles prévues pour le contrôle de police judiciaire.

La loi du 3 septembre 1986 est revenue à la conception originelle de ce contrôle, dont l'objet est de « prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens ». cette disposition a survécu à l'alternance politique de 1988 mais, étrangement, la jurisprudence l'a abrogé de fait. Dans un arrêt du 10 novembre 1992, la chambre criminelle de la cour de cassation a subordonné la validité de ce contrôle au fait que l'atteinte à l'ordre public soit « directement rattachable au comportement de la personne dont l'identité est contrôlée ». une fois encore, les conditions posées pour ce contrôle d'identité se rapprochaient de celles prévues pour le contrôle de police judiciaire : le « comportement directement rattachable » de la personne dont l'identité est contrôlée n'était pas loin de représenter « l'indice qu'elle a commis une infraction ou se prépare à en commettre une » au sens de l'article 78-2 alinéa premier du CPP.

C'est à la loi du 10 août 1993 que nous devons les dispositions actuelles de l'alinéa trois de l'article 78-2 du CPP : « l'identité de toute personne, quel que soit son comportement, peut également être contrôlée (...) pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la

sécurité des personnes ou des biens », la réforme opérée par la loi du 10 août 1993 a donc été directement dirigée contre la jurisprudence de la cour, de cassation. Cette disposition a fait l'objet d'une saisine du conseil constitutionnel, les auteurs de cette saisine considérant que le, contrôle opéré indépendamment du comportement de la personne interpellée était contraire à la Constitution. Dans sa décision de 1993, le conseil constitutionnel n'a pas censuré cette disposition. Il y a apporté une réserve d'interprétation tenant à trois observations :

- la première est que « la pratique de contrôles d'identité généralisés et discrétionnaires serait incompatible avec le respect de la liberté individuelle »
- la seconde tient à ce que l'officier de police judiciaire qui procède à ce contrôle « doit justifier, dans tous les cas, des circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public qui a motivé le contrôle »
- la dernière consiste en un rappel que ces opérations de police sont placées sous le contrôle de l'autorité judiciaire

le PV de contrôle d'identité doit donc être motivé au regard des circonstances de temps et de lieu justifiant in concreto le risque d'atteinte à l'ordre public. Par exemple, un PV ne mentionnant qu'une recrudescence de vols de scooters, se bornant ainsi à se référer à une considération abstraite et générale, sans relever de circonstances particulières de nature à caractériser un risque d'atteinte à l'ordre public, est insuffisamment motivé.

Contrôle sur réquisitions du procureur de la République

Sur réquisition du procureur de la république, l'identité de « toute personne » peut être contrôlée. « Toute personne », autrement dit, quel que soit le comportement de la personne... L'article 78-2 al 2 fixe les conditions de validité de ces réquisitions. Elles doivent être écrites et préciser les infractions, les lieux et période de temps qui les motivent. Toutefois, selon les termes de l'article 78-2 al 2 du CPP, « le fait que le contrôle d'identité révèle des infractions autres que celles visées dans les réquisitions du procureur de la république ne constitue pas une cause de nullité des procédures incidentes ».

Supposons par exemple, que des réquisitions aient été prises pour la poursuite et la recherche des infractions de vol et de violences. Si le contrôle d'identité révèle le délit de séjour irrégulier d'un étranger sur le territoire national, la poursuite de cet étranger sur ce chef sera régulière.

Ce principe de validité des procédures incidentes a été combattu par les auteurs de la saisine du conseil constitutionnel opposés à cette disposition introduite par la loi du 10 août 1993. Dans sa décision de 1993, le conseil a donné les raisons de leur validité, lesquelles sont de deux ordres :

- ces contrôles sont opérés sous la responsabilité du procureur de la république, membre de l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle (art 66)
- de manière plus originale, la « circonstance que le déroulement de l'opération de contrôle d'identité sur réquisitions du procureur de la république conduise la police judiciaire à relever des infractions qui n'auraient pas été visées préalablement par ce magistrat ne saurait priver ces autorités des pouvoirs qu'elles tiennent de façon générale des dispositions du CPP ». En résumé, c'est considérer que si la police judiciaire reçoit des réquisitions pour rechercher et poursuivre telle infraction, elle peut cependant valablement instrumenter (c'est à dire agir) en cas de découverte d'une autre infraction, cette autre infraction ayant été relevée en situation de flagrance.

Contrôle Schengen (contrôle frontalier)

La convention d'application de l'accord de Schengen de 1990 a réalisé un espace de libre circulation effective, sans « frontières intérieures » aux Etats qui y sont parties. La disparition de ces frontières intérieures peut présenter un risque pour l'ordre public, les criminels échappant ainsi au contrôle frontalier. Pour cette raison, la France a choisi de créer un --nouveau cas de contrôle d'identité.

L'article 78-2 alinéa 4 du CPP prévoit que dans certaines zones et sous certaines conditions, l'identité de « toute personne » peut être contrôlée. Ces espaces sont constitués, d'une part par la zone comprise entre la frontière terrestre de la France avec les Etats parties à la convention d'application de l'accord de Schengen et une ligne tracée vingt kilomètres en deçà, d'autre part par les zones accessibles au public des ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international désignés par arrêté ministériel. La loi du 23 janvier 2006 étend le contrôle d'identité « Schengen » dans le cas où il a lieu à bord d'un train effectuant une liaison internationale. Dès lors, le contrôle peut être « opéré sur la portion du trajet entre la frontière et le premier arrêt qui se situe au delà des vingt kilomètres de la frontière [voire] sur celles des lignes ferroviaires effectuant une liaison internationale et présentant des caractéristiques particulières de desserte, (...) entre cet arrêt et un arrêt situé dans la limite des cinquante kilomètres suivants ».

Les conditions posées pour ce contrôle sont peu nombreuses. Il convient avant tout de souligner que « toute personne » peut y être contrôlée, c'est à dire quel que soit son comportement. Il faut ajouter que le but assigné par le législateur à ce contrôle (vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents prévues par la loi) est bien hypocrite. Au beau milieu de la zone accessible au public de l'aéroport d'Orly et à l'arrivée de charters en provenance du Maghreb, l'officier de police judiciaire requerra t-il de la personne dont il veut contrôler l'identité son permis de chasser ou de conduire ou le titre sous le couvert duquel elle est entrée en France ? s'il n'est pas pressé, il lui demandera son permis de chasse car la procédure incidente de vérification du titre sera toujours considérée comme valable. Ce sera d'ailleurs le cas pour d'autres infractions que celles qui sont liées au non-respect des obligations de « détention, de port et de présentation des titres et documents prévues par la loi », puisque l'article 78-2 alinéa 4 rappelle que « le fait que le contrôle d'identité révèle une infraction autre que celle de non-respect des obligations (de détention, de port et de présentation des titres et documents prévues par la loi) ne constitue pas une cause de nullité des procédures incidentes ».

b) les contrôles et relevés d'identité de police spéciales

Contrôle de lutte contre le terrorisme

La loi du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne, dans ses dispositions renforçant la lutte contre le terrorisme, prévoit que sur réquisitions du procureur de la république et aux fins de recherche et des poursuites des actes de terrorisme, des infractions en matière d'armes et explosifs et des trafics de stupéfiants, les officiers de police judiciaire peuvent, dans les lieux et pour la période de temps déterminés par le magistrat, procéder à des contrôles d'identité.

Ces contrôles d'identité n'est pas fondé sur le comportement de la personne interpellée. Il est pleinement justifié par sa seule présence aux lieux et moment définis par le procureur de la république.

Le fait que ces contrôles révèlent des infractions autres que celles visées dans les réquisitions du procureur de la république ne constitue pas une cause de nullité des procédures incidentes, comme celle, par exemple, de situation irrégulière sur le territoire national...

Contrôle douanier « Schengen »

L'article 78-2 alinéa 4 du CPP est en quelque sorte transposé à l'article 67 quater du Code des douanes. Il autorise certains agents des douanes, dans la zone Schengen, à « vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des pièces ou documents » sous le couvert desquels un étranger est autorisé à entrer ou séjourner en France. Le rapprochement de l'article 67 quater du code des douanes avec l'article 78-2 alinéa 4 du CPP doit s'arrêter là, le code des douanes ne permettant de contrôler qu'un étranger et non pas « toute personne ». Une garantie essentielle ressort de cette rédaction : pour procéder au contrôle direct du titre, le douanier doit d'abord caractériser l'extranéité de la personne, selon le droit commun du contrôle du titre ou document sous le couvert duquel un étranger est autorisé à circuler ou à séjourner en France.

Contrôle de lutte contre le travail clandestin

La loi du 24 avril 1997 relative à l'immigration clandestine a introduit des dispositions de lutte contre le travail clandestin. Au plan des contrôles d'identité, cette loi a été intégrée dans les dispositions de l'article 78-2-1 du CPP.

Sur réquisitions du procureur de la république, les officiers de police judiciaire peuvent être habilités à entrer dans des lieux à usage professionnel pour contrôler l'identité des personnes occupées, « dans le seul but de vérifier qu'elles figurent sur le registre du personnel ou qu'elles ont fait l'objet d'une déclaration préalable à l'embauche ». Ces réquisitions doivent être écrites et préciser les infractions et lieux dans lesquels l'opération de police se déroulera. Elles sont valables un mois.

Contrôle aux frontières du département de la Guyanne (non traité)

Relevé d'identité de l'agent de police municipale (non traité)

Relevé d'identité de l'agent d'un exploitant de service de transport public de personnes (non traité)

2) la preuve de l'identité

Preuve par tout moyen

L'article 78-2 du CPP prévoit que la personne contrôlée peut justifier de son identité « par tout moyen ». Le moyen le plus simple paraît être de présenter une carte nationale d'identité, mais le port de celle-ci n'est pas obligatoire. Pour répondre cependant à l'idée de « contrôle » de l'identité, il faut vraisemblablement présenter une carte officielle comprenant une photographie.

Preuve par le titre de séjour pour un étranger

Ces principes devraient également valoir pour l'étranger dont l'interlocuteur, dans le cadre d'un contrôle d'identité au sens strict, n'est pas en droit de rechercher s'il est de nationalité étrangère. Pourtant, l'article 8 alinéa 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 dispose qu'à « la suite d'un contrôle d'identité effectué en application des articles 78-1 et suivants du CPP, les personnes de nationalité étrangère peuvent être également tenues de présenter les pièces et documents visés à l'alinéa précédent » (al 2).

En cas d'absence ou d'insuffisance de preuve de l'identité, la personne fait l'objet d'une vérification d'identité.

3) La vérification d'identité

Rétention policière

La vérification d'identité est une forme de rétention policière dont la finalité est de vérifier ou d'établir l'identité d'une personne, ce qui explique qu'elle n'est possible que dans deux hypothèses : en cas de refus ou en cas d'impossibilité, pour une personne, de justifier son identité lors du contrôle. (art 78-3)

Garanties

Cette rétention policière présente certaines garanties :

- La personne doit être présentée immédiatement à un officier de police judiciaire
- Elle est immédiatement informée de ses droits (droit de faire aviser le procureur de la république, droit de faire prévenir à tout moment un membre de sa famille ou toute autre personne de son choix)
- En cas de vérification d'identité d'un mineur de 18 ans, le procureur de la république et le représentant légal du mineur sont immédiatement informés
- La rétention ne peut durer que le temps strictement nécessaire à l'établissement de son identité et en tout état de cause pas plus que 4 heures à compter de son contrôle initial.

Modalités d'établissement de l'identité

Celles-ci sont conçues comme suit. La personne est d'abord mise en demeure de fournir, par tout moyen, les éléments permettant d'établir son identité. Si la personne maintient son refus ou livre des renseignements inexacts, l'OPJ, sur autorisation du procureur de la république, fera relever ses empreintes digitales et établir des photographies. Ces formalités sont prévues à peine de nullité. Le refus de se soumettre à ces prises d'empreintes et photographies est pénalement sanctionné. (art 78-5)

Issue de la vérification

A l'issue de ces opérations, deux hypothèses peuvent être envisagée :

- La première est que toute procédure s'arrête là, aucune enquête de police n'enchaînant sur la vérification il convient ici de relever que la vérification ne peut être enregistrée sur un fichier et que les pièces documents et PV sont détruits dans un délai de 6 mois, sous le contrôle du procureur de la république.
- La seconde est celle dans laquelle une procédure d'enquête suit la vérification. Autant dire ici qu'une garde à vue suit la vérification d'identité. Dans ce cas, outre les droits qu'elle tient du régime de la garde à vue, la personne est immédiatement informée de son droit de faire aviser le procureur de la république et la durée de sa rétention pour vérification s'impute sur celle de la garde à vue.